

La garantie universelle à l'emploi, proposition d'avenir !

 politicoboy.fr/politique/la-garantie-universelle-a-emploi

politicoboy

3 juillet 2018

Oubliez le revenu universel, proposition utopique et inefficace. L'avenir appartient à la **garantie universelle à l'emploi**. Aux États-Unis, Bernie Sanders et deux autres sénateurs l'ont adoptée, au point de placer le « job guarantee » au cœur du projet politique démocrate. En Angleterre, la rédaction du *Guardian*, principal quotidien de centre gauche, a clairement pris position en sa faveur. En France, une version moins aboutie figurait au programme présidentiel de la France Insoumise, sans avoir été particulièrement mise en avant pendant la campagne.

Le principe est d'une simplicité confondante et d'une efficacité redoutable. L'État garantit le plein emploi en se portant employeur en dernier recours. Une proposition facilement finançable, capable d'obtenir un large consensus au-delà des clivages politiques traditionnels, et radicale en termes de potentiel de transformation de la société. Explications.

1) Les principes de base de la garantie universelle à l'emploi

Tout part d'un constat implacable : la France compte 5,5 millions de demandeurs d'emploi, ce qui constitue un formidable gaspillage de ressources humaines et financières, un véritable gâchis de potentiel productif. (1)

Or, du travail, il en existe en quantité inépuisable. La société manque de tout, il suffit d'ouvrir un journal pour s'en rendre compte. Pas assez d'aides-soignantes, d'opérateurs du SAMU, d'accompagnateurs de fin de vie et de places en crèche. Pénurie d'instituteurs et de surveillants d'école, manque de personnel pour assurer le soutien scolaire, files d'attente dans les administrations... Sans parler des innombrables besoins de main-d'œuvre pour réaliser l'isolation thermique des bâtiments, nettoyer le littoral, dépolluer les campagnes, recycler convenablement les déchets, assurer la sécurité de tous, accompagner une transition vers de l'agriculture soutenable, nettoyer les espaces publics, aménager les parcs nationaux et espaces verts, rénover les infrastructures...

Le problème du chômage ne provient pas d'un manque de travail, mais simplement d'un manque d'emplois. Toutes les tâches que nous venons de décrire (et combien d'autres) seraient indiscutablement utiles, mais elles ne sont pas nécessairement rentables.

D'où cette idée simple : que l'État et les collectivités locales combent le vide laissé par l'économie de marché.

Plus exactement, toute personne en situation de chômage recevra une offre d'emploi public, à **temps complet** et **payé au SMIC**. Cette garantie sera **universelle**, c'est-à-dire sans plafonnement du nombre de bénéficiaires ni de limite temporelle au contrat de travail. La seule condition sera de remplir convenablement la mission attachée au poste offert,

comme pour tout autre type de contrat de travail. Ces emplois donneront les mêmes droits et devoirs qu'un CDI classique : congés payés, cotisation à la retraite, sécurité sociale, comptabilisation des revenus dans la base imposable, etc.

Les citoyens auront **le droit de refuser ces offres**, ou de demander un temps partiel. Il ne s'agit pas d'organiser un travail forcé, mais de proposer une alternative au chômage et à la précarité. Cette proposition va donc dans le sens **d'une augmentation des libertés individuelles** en donnant **le choix** aux citoyens. Or, ce dispositif miracle est **aisément finançable** et très peu coûteux.



Bernie Sanders en meeting durant la campagne de 2016

Nous reviendrons sur le contenu de ces emplois, mais il va de soi qu'ils doivent être à la fois utiles à la société et valorisants pour les bénéficiaires. Ils doivent encourager un retour progressif sur le marché du travail tout en exerçant une certaine pression sur les employeurs du secteur privé pour qu'ils proposent des emplois de qualité. C'est pourquoi leur rémunération au SMIC et aux 35h **est cruciale**.

2) Comment financer la garantie à l'emploi.

Commençons par déterminer le coût total. Comme pour le revenu universel, le calcul s'avère particulièrement simple. Dans l'hypothèse de cinq millions et demi de bénéficiaires payés au SMIC, et sachant que les charges sociales reviennent nécessairement dans les caisses de l'État, on arrive à une simple multiplication du salaire net mensuel : $1173 \times 12 \times 5,5 = 77$ milliards d'euros par an. (2) Ce chiffre est confirmé par l'enquête de Romaric Godin pour Médiapart. Or, il s'agit d'une estimation particulièrement haute, puisqu'elle correspond à une situation de chômage de masse, et à la conversion de tous les chômeurs en bénéficiaires de la garantie d'emploi, à temps plein.

Dans ce cas de figure, il faudra déduire du coût global le montant des allocations chômage des 2,5 millions de personnes actuellement indemnisées, soit un total d'environ 40 milliards d'euros (budget actuel de l'assurance chômage).

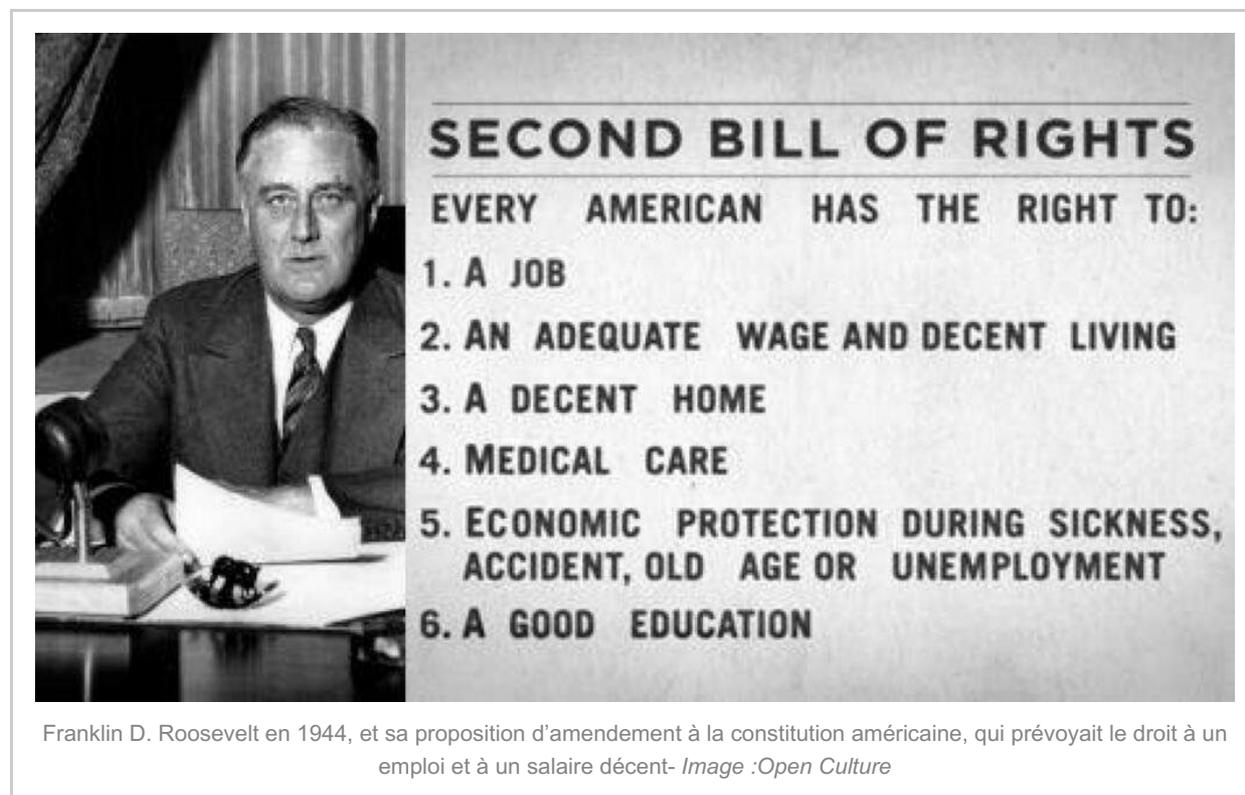
De même, puisque le salaire versé aux participants sera pris en compte pour le calcul des aides sociales (comme tout salaire normal), on réalisera des économies sur le budget du RSA (10 milliards), des aides au logement et autres prestations sous conditions de ressources. (3)

En admettant qu'on puisse économiser 7 milliards sur les aides sociales au total, il ne restera plus qu'à trouver 30 milliards d'euros. (4) Et ce ne sont pas les pistes qui manquent. Le CICE coûte 20 milliards par an et n'a permis de créer (ou conserver) que cent cinquante mille emplois, selon les propres chiffres du gouvernement. Pour 2019, le budget prévoit des baisses de charges (dont CICE) de 30 milliards. Il suffirait d'abandonner ces mesures peu efficaces pour financer la garantie universelle à l'emploi. (5)

Si on souhaite conserver les baisses de charges destinées aux TPE-PME (environ dix milliards d'euros par an), on peut facilement compenser cette somme en supprimant d'autres politiques soi-disant destinées à l'emploi, mais à l'efficacité contestée.

Par exemple, la flat tax et la suppression partielle de l'ISF coûtent environ dix milliards par an, et ne permettront (selon les projections du ministère des Finances) que de créer cinquante mille emplois sur le long terme. (6)

On citera également l'évasion et la fraude fiscale (estimée à 80 milliards d'euros par an), et les niches fiscales (70 milliards hors CICE). Par exemple, le seul Crédit Impôt Recherche coûte 5,5 milliards pour une efficacité très discutée. Enfin, il ne faut pas écarter la possibilité de financer ce programme par du déficit public (passer de 2,7 % actuel à 3 % libérerait 6,5 milliards par an, tout en restant dans les clous de Bruxelles). (7)



Au-delà de cette logique purement comptable, on est en droit d'espérer d'importants bénéfiques financiers indirects.

En termes d'économies d'abord. En offrant à toute personne qui le désire un emploi digne, nous devrions assister à une nette amélioration dans les domaines de la santé publique et de la sécurité. Les économies sur l'assurance maladie devraient rapidement se faire ressentir (baisse de la consommation d'antidépresseurs et de médicaments, meilleure santé physique et mentale, diminution des arrêts de travail et des burn-out...). De même, la baisse prévisible de la criminalité réduirait la pression budgétaire sur les ministères de l'Intérieur et de la Justice tout en résolvant peu à peu le problème des places de prison. On peut également citer les économies réalisables sur le budget de la formation professionnelle (4.4 milliards alloués aux chômeurs chaque année) et sur les « coûts sociaux » du chômage de longue durée.

Au niveau des recettes, les effets vertueux sur la croissance pourraient entraîner une augmentation de la demande d'emplois en provenance du secteur privé en agissant comme un plan de relance de l'économie, il se pourrait même que le programme s'autofinance grâce à ses effets positifs sur la consommation des ménages, et donc sur les recettes de l'État (TVA, impôts et autres taxes indirectes). En Argentine, l'emploi garanti mis en place dans les années 2000 avait généré un multiplicateur keynésien de 2.6, ce qui signifie en langage commun que chaque peso dépensé avait entraîné 2.6 pesos de croissance économique. (8)

En clair, dans le pire scénario, la garantie universelle à l'emploi serait facilement finançable en abandonnant certaines mesures soi-disant pour l'emploi, mais inefficaces du propre aveu de l'État. Et dans le meilleur des cas, elle s'autofinancera grâce aux économies et recettes supplémentaires associées.

3) Quel sera le contenu des emplois garantis par l'État

Comment fournir des emplois à 5 millions de personnes sans créer une gigantesque usine à gaz ? Et comment s'assurer que ces emplois soient utiles à la société sans faire concurrence à l'emploi public et privé traditionnel ?

Les réponses sont relativement simples, et il existe trois précédents historiques pouvant servir d'appui :

- Le programme *Civilian Conservation Corp* de Franklin D. Roosevelt employa jusqu'à 3 millions d'Américains entre 1933 et 1942, et permit de construire 700 parcs nationaux, 40 000 ponts, 4000 cabanes et refuges pour les promeneurs, et de planter 3,5 milliards d'arbres. Il fut suspendu à l'entrée en guerre des USA.
- Le plan Jeffes (Argentine, 2002-2008) employa jusqu'à deux millions de personnes (13 % de la population active) pour un coût minime (1 % du PIB). Il permit à la moitié d'entre eux de trouver un travail mieux rémunéré dans le privé, et perdura jusqu'à ce que le gouvernement suivant le supprime. (9)
- Le programme du gouvernement indien (*National Rural Job Guarantee*) qui garantit un travail 100 jours par an aux populations rurales depuis 2006, bénéficie à 150 millions de fermiers, et favorise une hausse des salaires et du nombre d'emplois du secteur privé (le constat fut le même en Argentine). (10)

De ces expériences, on peut retenir certains principes directeurs :

D'abord, l'allocation des emplois doit se faire de façon décentralisée et locale. Aux régions, communes et autres collectivités compétentes d'identifier leurs besoins spécifiques, et d'offrir des postes en fonction. Seuls certains programmes seront centralisés lorsque cela s'avérera nécessaire. En plus d'être moins bureaucratique, cette approche permet de relocaliser l'emploi dans les territoires les plus sinistrés et de lutter contre la désertification des campagnes. Elle évite également aux bénéficiaires de devoir parcourir des distances importantes pour se rendre au travail.

Ensuite, ces emplois ne doivent pas entrer directement en concurrence avec les secteurs de la fonction publique ou du privé. Il ne s'agit pas de remplacer des fonctionnaires qualifiés par d'anciens chômeurs payés au SMIC, ni de provoquer la banqueroute de sociétés privées par un effet de concurrence déloyale, mais simplement de combler les lacunes du système actuel. On peut imaginer fournir aux hôpitaux du personnel placé sous la supervision des aides-soignantes, mais pas d'y organiser un dumping social déguisé.

De même, les emplois devront être adaptés aux personnes auxquelles ils sont destinés, et non l'inverse. Il ne s'agit pas de former des individus à des tâches qu'ils ne souhaitent ni ne peuvent effectuer, mais de répartir les travailleurs en fonction de leurs compétences, le plus efficacement possible, en encourageant l'autonomie et l'initiative.



Enfin, si le programme est un franc succès, et que ses bénéficiaires retrouvent rapidement du travail dans le privé, il ne faut pas qu'il laisse un trou béant dans l'organisation de la société. Par exemple, la tentation de fournir des crèches et du soutien scolaire gratuits dans toutes les communes sera grande, mais il faudra anticiper l'impact qu'aurait la disparition de ces nouvelles prestations lorsque les participants retrouveront des emplois dans le privé.

Comment réaliser tous ces objectifs sans créer une usine à gaz ? Simple. En France, nous disposons déjà d'un maillage territorial efficace et d'un personnel compétent avec **pôle**

emploi.

4) Les principaux avantages de la garantie universelle à l'emploi

Une première manière de visualiser le fonctionnement de la garantie à l'emploi consiste à imaginer ce programme comme **un coussin de sécurité**.

Lorsque l'économie se porte bien, les demandes d'emplois garantis seront faibles, tandis que le privé sera en mesure (et obligé) de proposer des emplois de meilleure qualité pour attirer la main-d'œuvre. Soit en proposant des salaires et avantages au-dessus du SMIC, soit en proposant des perspectives d'évolution de carrière et un travail plus intéressant. Le programme agit donc comme un salaire minimum, et permettra théoriquement de supprimer le SMIC dans le privé (ceci pouvant constituer un argument pour convaincre les libéraux).

En situation de crise, un plus grand nombre de personnes retourneront naturellement vers l'option publique. Une frange de la population continuera de toucher le chômage (en période de recherche d'emploi), mais le chômage de longue durée disparaîtra, y compris pour les personnes difficilement employables (handicapés, personnes peu qualifiées, marginalisées...) qui recevront un travail adapté à leurs capacités.

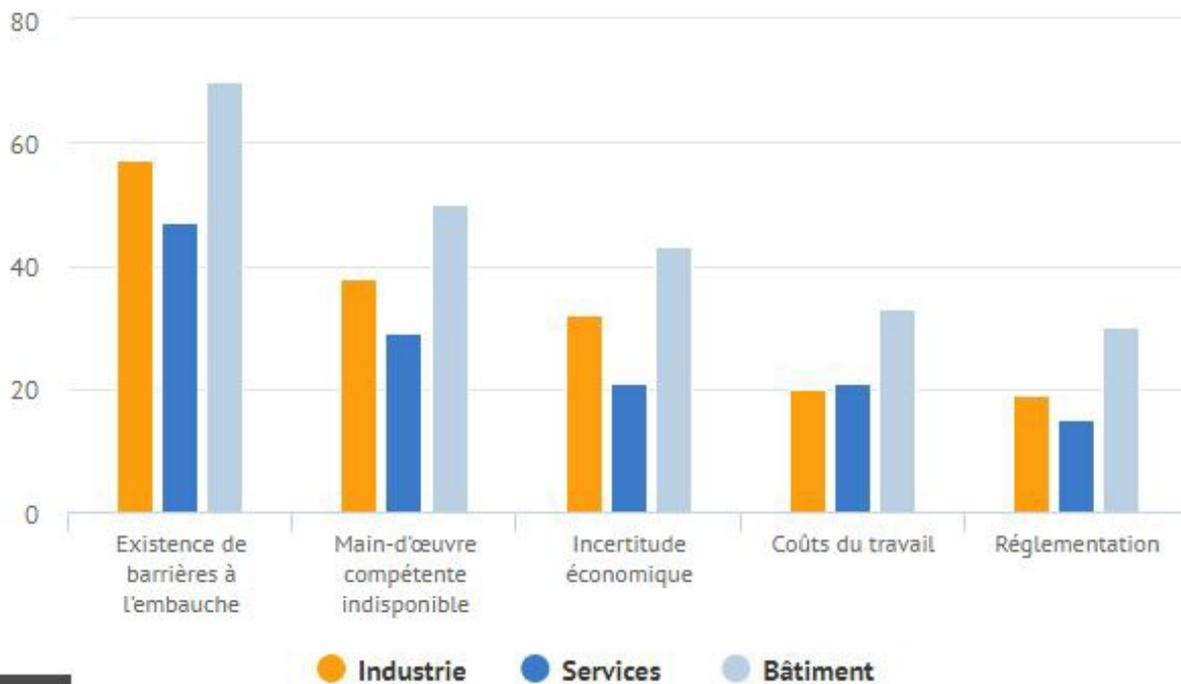
En première approche, la garantie à l'emploi permet d'accompagner les cycles économiques, sans faire concurrence au secteur privé. Ce système éradique la pauvreté (au sens défini par l'INSEE) et le chômage, combat les inégalités et discriminations (hommes, femmes, personnes d'origines diverses reçoivent tous la garantie à l'emploi) et améliore l'intégration par un cadre de travail structuré favorisant la mixité sociale.

Les avantages concernent également les employés du privé, qui verront le stress associé au risque de perte d'emploi drastiquement réduit, leur potentiel de négociation avec leur employeur s'améliorer, voire leur pouvoir d'achat augmenter. L'existence de cette garantie entraînera une plus grande capacité à planifier sa vie sur le long terme (obtention de crédit bancaire facilité, par exemple) qui devrait décupler la confiance des Français dans l'avenir et encourager la prise de risque professionnel (entrepreneuriat). Les syndicats auront plus de facilité à recruter et **les problèmes de harcèlement moral et sexuel au travail** seront mieux combattus (moins de chantage à l'emploi, plus de facilité à confronter son supérieur hiérarchique). La majeure partie du programme politique de « la gauche » se trouve ainsi magiquement mise en route.

Pour les entreprises, l'incertitude liée aux fluctuations des cycles économiques sera grandement réduite. Les employeurs auront accès à une main-d'œuvre plus motivée et productive. Les entreprises pourraient même débaucher les bénéficiaires des emplois garantis qui auront acquis de l'expérience et une formation. Enfin, la hausse de la demande des biens et services permise par la relance économique viendra remplir les carnets de commandes.

La pénurie de compétences, premier frein à l'embauche des entreprises

RÉPONSE DES ENTREPRISES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (EN %)



Infographie **LE FIGARO**

Or les entreprises citent systématiquement deux barrières principales à l'embauche, bien avant la flexibilité de l'emploi ou le coût du travail : la confiance et visibilité économique (le carnet de commandes) et le manque de main-d'œuvre qualifiée. (11) La garantie à l'emploi permettrait de résoudre en partie ces deux problèmes, puisqu'elle offrira des expériences formatrices aux chômeurs tout en stabilisant les cycles économiques.

Les tâches effectuées par les participants au programme auront elles-mêmes des retombées économiques importantes. Par exemple, l'entretien des espaces publics et de la nature profitera au tourisme, les nouvelles places en crèche et le soutien scolaire réduiront la fatigue et le stress des parents, la main-d'œuvre dans la santé réduira les burn-out du personnel hospitalier, etc. La garantie universelle à l'emploi **résout également le problème supposé de la raréfaction du travail** du fait de l'intelligence artificielle et des nouvelles technologies, pour un coût dix à vingt fois moindre que le revenu universel.

Bien qu'un CDI au SMIC et sans perspective d'augmentation de salaire **ne soit pas la panacée**, un programme qui offrirait à tous les citoyens ce point de départ comme **minimum garanti** permettrait une amélioration spectaculaire du bien-être de la société.

5) Les principaux risques et inconvénients de la garantie universelle à l'emploi

Comment expliquer que cette solution apparemment miraculeuse n'ait pas déjà investi le débat public ?

Jusqu'au début des années soixante-dix, les économies occidentales se trouvaient en situation de plein emploi et de forte croissance économique. La priorité se situait du côté de la hausse des salaires et de l'amélioration des droits sociaux (pour les travailleurs) et de la lutte contre l'inflation (pour les rentiers). De plus, la politique monétaire n'avait pas la même flexibilité, du fait de l'indexation sur l'étalon or. Après 1971, la déconnexion de la monnaie de tout support physique va permettre l'expansion infinie de la masse monétaire. Pourtant, l'inflation des Trente Glorieuses va disparaître avec l'avènement des politiques monétaires modernes et la privatisation du secteur financier. Le chômage qui devient un phénomène plus fréquent va alors être utilisé comme variable d'ajustement pour contrôler l'inflation. (12)

Pendant des années, les économistes ont estimé qu'il existait un taux de chômage naturel et incompressible, qui correspondait plus ou moins à la fraction de la population qui ne souhaitait pas travailler ou qui était en transition entre deux emplois. Selon ce modèle (NAIRU, pour *Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment*), l'inflation et le taux de chômage seraient directement liés. Le plein emploi conduirait à une augmentation des salaires, donc à de l'inflation, tandis qu'une hausse du chômage permettrait de contenir la hausse des prix en faisant pression sur les salaires. Aujourd'hui encore, les banques centrales et les gouvernements utilisent ces modèles (dits « courbe de Phillips » et « règle de Taylor ») pour piloter leur politique et ajuster les fameux taux d'intérêt directeurs.

Or, les dernières années ont démontré que le lien de causalité inflation chômage n'existe pas, ou du moins ne s'observe pas dans le système économique actuel. En particulier, le fameux taux de chômage incompressible s'avère parfaitement compressible, grâce notamment à la précarisation des travailleurs. La BCE, le prix Nobel Paul Krugman et l'économiste en chef du FMI Olivier Blanchard en ont récemment fait le constat, remettant directement en cause l'existence du fameux « NAIRU ». (13)

L'argument de l'inflation reste cependant souvent utilisé outre-Atlantique pour combattre la proposition de garantie universelle à l'emploi. Mais quand bien même il serait juste, on pourrait répondre qu'un peu d'inflation serait bienvenue pour résorber les montagnes de dettes publiques et privées.

Le risque de favoriser les importations

Dans son enquête pour Médiapart, Romaric Godin cite le risque de favoriser les importations au détriment de l'économie nationale. En gros, les dépenses publiques engagées pour la garantie universelle se feraient aux dépens des politiques de compétitivité (type CICE), et la hausse de la consommation engendrée par le plein emploi se tournerait davantage vers les biens d'importation. Autrement dit, on stimulerait les industries chinoises et allemandes tout en rendant nos propres entreprises moins compétitives.

Pour répondre à cette inquiétude, Romaric Godin a contacté l'économiste Pavlina Tcherneva (Bard University, New York), une des principales théoriciennes de la garantie de l'emploi. Elle recommande d'accompagner le programme d'un plan d'investissement public (par exemple, dans la transition énergétique et les infrastructures) dont une partie de la

main-d'œuvre serait assurée par les participants à l'emploi garanti. Cela permettrait de stimuler l'économie nationale tout en favorisant le retour d'une véritable politique industrielle française.

On peut également contester l'idée selon laquelle la compétitivité serait remise en question par une hausse du coût du travail. Non seulement ce thème n'est que très peu cité par les chefs d'entreprise comme frein à l'embauche (et donc, à leur propre développement économique), mais on pourrait argumenter que la course au nivellement des salaires vers le bas est perdue d'avance (l'Espagne et l'Italie pouvant répondre par le même type de politique), alors qu'une réorientation de la politique industrielle vers plus de qualité serait plus efficace. (14)

Le coût et la difficulté de mise en œuvre (aux USA).

Le problème du coût est souvent cité dans les débats outre-Atlantique, car bien que les USA et le Royaume-Uni présentent des taux de chômage historiquement bas, la quantité de travailleurs pauvres et de personnes ayant quitté le marché de l'emploi est bien plus importante que ce que le taux officiel laisse supposer. Or, dans ces pays, la protection sociale est moins élevée. Il en résulte un plus grand nombre de bénéficiaires potentiels (environ 15 millions aux USA) et un plus grand coût par participant (qui doit aussi recevoir une couverture maladie coûtant dix mille dollars par an et par personne, alors qu'en France ces dépenses sont déjà prises en charge).



Cependant, les USA et le Royaume-Uni possèdent un avantage sur la France, qui explique leur engouement pour cette idée. Leur souveraineté monétaire leur garantit de ne jamais faire faillite, donc de pouvoir financer la garantie de l'emploi par la dette. Cette idée est défendue par plusieurs think tanks et groupes d'économistes, en particulier ceux de l'école du MMT (Modern Monetary Theory) dont le postulat de base semble confirmé par les récentes mises en cause de la théorie monétaire classique et de la relation chômage inflation (NAIRU).

Enfin, la difficulté de la mise en place d'un tel programme à l'échelle d'un pays aussi vaste que les USA est souvent avancée comme principal argument contre la garantie universelle à l'emploi. En effet, chaque État possède son propre gouvernement ainsi que ses lois et règles budgétaires, ce qui ajoute une complexité importante. Pour faire un parallèle pertinent, il faudrait imaginer la difficulté de mettre en place la garantie de l'emploi

simultanément dans les dix-neuf pays membres de la zone euro. (15)

Si nous n'avons pas la flexibilité permise par la souveraineté monétaire, nous avons en France un système social et politique plus efficace pour mettre en place ce type de politique facilement.

La rançon du succès

Le dernier risque, c'est que ce programme soit victime de sa popularité, et que de nombreuses personnes choisissent de démissionner de leur emploi (quitte à gagner moins d'argent) pour en profiter. Cela contraindrait les entreprises à augmenter les salaires ou améliorer les conditions de travail, ce qui ne semble pas un drame en soi, mais posera à un moment donné la question de la hausse des prix, ou de la compétitivité. On pourrait répondre que la hausse des salaires sera compensée par une hausse de la productivité, et que les économistes de la MMT ne prévoient pas d'inflation significative.

Quoi qu'il en soit, que ceux qui s'opposent au plein emploi à cause du risque de hausse des salaires et de la productivité lèvent la main. On leur souhaite bonne chance pour utiliser cet argument dans un débat public...

6) La force politique de la garantie universelle à l'emploi

Une proposition radicale telle que le revenu universel a énormément de mal à faire consensus. Les classes populaires ont tendance à vouloir travailler plus, la droite considère cela comme de l'assistanat généralisé, et la fraction de la gauche qui est capable de réfléchir un minimum comprend bien que le revenu universel n'est au pire qu'une roue de secours du néolibéralisme qui va permettre de comprimer les salaires et de faire exploser les inégalités, au mieux une utopie impossible à financer sans supprimer toute la protection sociale existante. (16)

La garantie universelle à l'emploi atteint le même objectif (tout le monde gagne au moins le SMIC) pour un dixième du coût, et sans risquer d'être stigmatisée comme assistanat. (17). Elle permet aux bénéficiaires de gagner en dignité, de se sentir utiles à la société. Les pauses café et déjeuner avec les collègues, les interactions avec les clients et fournisseurs, tout cela contribue au lien social.

Du point de vue politique, la garantie universelle à l'emploi devrait donc **susciter un large consensus**. Augmenter les places en crèche et améliorer la prise en charge en maison de retraite en employant les chômeurs devrait rendre toute critique réactionnaire très difficile à articuler. La droite et les libéraux pourront toujours hurler au scandale, la finalité de leur austérité budgétaire, de leur flicage des chômeurs et des baisses d'impôts sur les grandes entreprises et grandes fortunes n'est-elle pas de relancer l'emploi et le pouvoir d'achat ? Oseront-ils se plaindre du fait que le privé sera obligé d'augmenter les salaires ?

Une proposition facile à défendre, difficile à combattre

Aux FN et LR qui seraient tentés de brandir l'épouvantail « immigration », on expliquera que ce programme sera réservé aux citoyens de nationalité française. S'ils évoquent le risque d'appel d'air aux migrants, comme Gérard Collomb aime le faire, on leur répondra que s'ils

estiment qu'il faut augmenter le chômage pour lutter contre l'immigration, il va falloir qu'ils le disent clairement.

Les emplois créés vont permettre de lutter contre la délinquance et la « radicalisation » tout en favorisant la transition écologique. La garantie universelle à l'emploi fournit donc des arguments aussi bien aux écolos qu'à l'extrême droite.

Il ne faut cependant pas être naïf. Il semble évident que le gouvernement d'Emmanuel Macron n'acceptera pas un tel projet. Mais le mettre face à ses contradictions en organisant une large campagne pour la garantie universelle à l'emploi peut faire progresser cette proposition transversale qui, au-delà des clivages, peut rassembler les Français et faire gagner les forces progressistes aux prochaines élections.



Pour la gauche, et en particulier la **France Insoumise**, cette proposition a le mérite d'être simple à articuler et puissante par l'imaginaire qu'elle suscite. Certes, l'Avenir en Commun proposait d'augmenter le nombre de fonctionnaires, de relancer l'économie en investissant 100 milliards dans la transition écologique, et de mettre en place un mécanisme d'État employeur en dernier recours. Mais ces propositions sont complexes et facilement attaquables par le simple argument de la dette publique. L'emploi garanti présente l'avantage d'être financé aux deux tiers par le budget de l'assurance chômage et des aides sociales (que Macron cherche à réduire), et pour l'autre tiers par la suppression du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) dont le gouvernement lui-même admet la piètre performance.

Il semble donc urgent que la France Insoumise et ses relais (économistes, journalistes, médias, intellectuels) s'en saisissent. Dans les mauvaises mains ou portée par les mauvaises personnes (suivez mon regard vers Benoît Hamon...), cette proposition sera

affaiblie dans le débat public, ou contournée dans son application pour la rendre inopérante. Le principal danger étant qu'elle soit défendue à minima (avec un plafond au nombre des bénéficiaires ou proposée à un salaire inférieur au SMIC).

La garantie universelle à l'emploi serait très largement majoritaire dans l'opinion publique

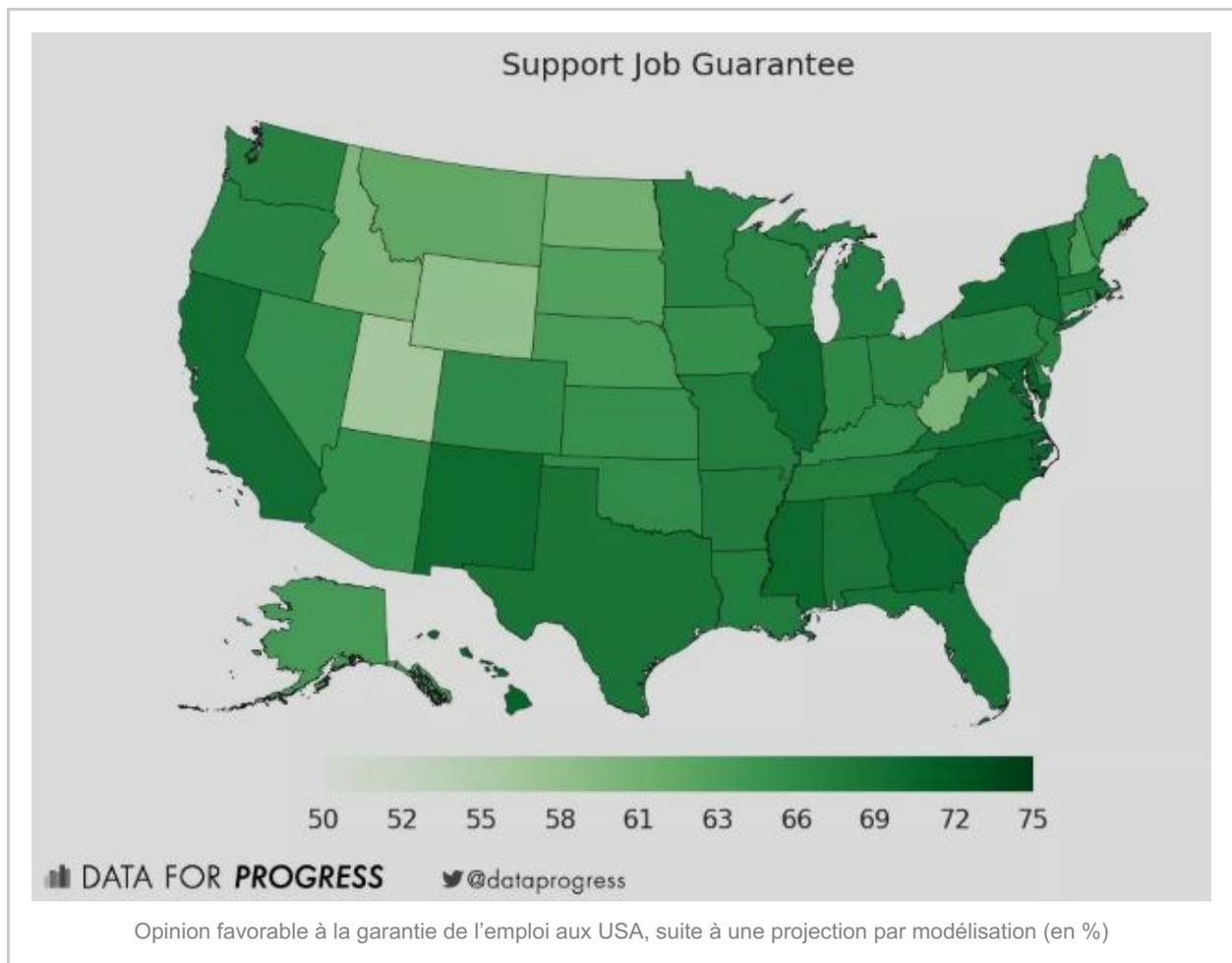
Au-delà de la stratégie politique et des querelles de partis, il est important de noter une chose enthousiasmante : l'opinion publique serait largement favorable à la garantie universelle à l'emploi.

Aux USA, pays particulièrement récalcitrant aux idées « socialistes » et à l'intervention de l'État dans l'économie, une enquête d'opinion passionnante a révélé des résultats surprenants. (19) Conscient des biais liés aux formulations des questions, l'institut de sondage a formulé la problématique dans des termes volontairement défavorables à l'emploi garanti :

« Au Congrès, le parti démocrate propose une réforme qui garantit un travail à tout Américain. L'emploi serait fourni par le gouvernement à ceux qui ne peuvent pas trouver d'emploi dans le secteur privé, et la mesure serait financée par une hausse d'impôt de 5 % sur les ménages gagnant plus de 200 000 dollars par an. Seriez-vous pour ou contre cette réforme ? »

Cette formulation est particulièrement négative car trois Américains sur quatre ont une opinion négative du Congrès, quatre sur dix sont républicains (donc contre le parti démocrate) et l'impôt proposé affecterait près de dix pour cent des ménages.

Les résultats sont pourtant spectaculaires : 52 % pour, 29 % contre et le reste qui ne se prononce pas. 32 % des électeurs de Donald Trump se disent favorables à l'emploi garanti, malgré la formulation de la question. « C'est la mesure la plus populaire que je n'ai jamais sondée » explique le responsable de l'enquête.



Enfin, les études montrent que cette proposition est encore plus populaire auprès des minorités, des jeunes et des abstentionnistes. Trois immenses réservoirs de voix pour le parti démocrate aux USA, et en extrapolant... la FI en France.

7) Le potentiel anticapitaliste et écologique de la garantie universelle à l'emploi.

Certains à gauche seront tentés de critiquer la garantie universelle à l'emploi pour son manque d'ambition, voire son caractère fascisant. À première vue, elle ne remet en cause ni le capitalisme ni la société de consommation, et se contente de fournir un salaire particulièrement bas aux victimes de l'économie de marché.

Pourtant, cette proposition contient certains éléments capables de déclencher une transformation radicale de la société.

La pointe de l'iceberg

Sur le plan écologique, elle permettrait de mobiliser des millions de bras pour accélérer la transition (en prenant soin de la nature et des espaces verts, plantant des arbres, réalisant les travaux d'isolation thermique, organisant le recyclage des déchets). C'est la pointe de l'iceberg.

Mais en améliorant la situation sociale de millions de gens, de nouvelles questions vont pouvoir se déployer dans le débat public : l'écologie apparaîtra moins comme une préoccupation secondaire et les questions du rapport salaire-capital et public-privé se

poseront également dans des termes bien plus favorables aux travailleurs. En faisant la démonstration du pouvoir de la collectivité et des limites de l'économie de marché, ce programme devrait ouvrir de nombreuses portes.



Par exemple, pourquoi ne pas imaginer un emploi public pour des ingénieurs responsables d'encadrer les bénéficiaires de l'emploi garanti, afin de réaliser de grands travaux (développement des énergies renouvelables, modernisation du réseau électrique et des transports...). Ou simplement nationaliser certains secteurs industriels (rail, électricité et énergie...). Ces étapes supplémentaires nécessiteraient une caisse d'investissement publique, ce qui conduit aux prémices du modèle néocommuniste du **salaire à vie** de **Bernard Friot**.

L'échec de la garantie universelle à l'emploi serait sa plus grande réussite

Comment ce projet pourrait-il échouer ? Une première possibilité serait qu'il soit bloqué par Bruxelles, ce qui entraînerait probablement la fin de l'UE telle qu'on la connaît. Une excellente nouvelle en soi.

Seconde possibilité, les marchés financiers pourraient faire pression sur la France, au point de pousser le gouvernement à faire défaut sur la dette. Là encore, cela constituerait une perspective heureuse, si on en croit des économistes comme Frédéric Lordon (voir notre article détaillé : la stratégie du défaut).

Mais ces deux cas extrêmes restent très peu probables. Pour l'instant, la garantie universelle à l'emploi reste compatible avec les préoccupations de Bruxelles, et par extension, avec celles des marchés financiers.

Le seul véritable risque est donc que le programme soit **trop populaire**. Comme on l'a déjà indiqué, cela obligerait les entreprises à mieux payer leurs employés. Cette hausse du revenu des ménages provoquerait une hausse de la demande en biens et services, les

entreprises seraient donc à priori gagnantes puisqu'elles verront leurs ventes augmenter. Carrefour ne va pas fermer des magasins par manque de caissières, mais par manque de clients.

Cependant, admettons que ce cercle vertueux ne fonctionne pas. Que le scénario du pire se déploie face à nous : une part de plus en plus importante de travailleurs quittent le privé (par choix ou contraints) et que de nombreuses entreprises déposent le bilan.

Eh bien, voici une occasion rêvée de sortir progressivement du capitalisme. Il suffira d'ajouter une seconde loi : **le droit à la préemption des salariés sur leurs entreprises** qui ferment, pour les transformer en coopératives. Ainsi, au fur et à mesure que le capital cédera du terrain, les travailleurs s'approprièrent les moyens de production pour un coût dérisoire. Ce qui est utile sera donc socialisé sur le modèle communiste, ce qui est inutile ou nuisible (une usine d'embouteillage de glyphosate par exemple) sera abandonné, et ce qui est vital (l'industrie lourde, les banques) nationalisé. La main d'œuvre sera fournie par la garantie à l'emploi, qui devra nécessairement évoluer peu à peu vers un modèle type « néocommuniste/**salaire à vie** » pour fournir les cadres, ouvriers qualifiés, techniciens et ingénieurs nécessaires.

Bien entendu, entre une garantie universelle à l'emploi à 5 ou 7 millions de bénéficiaires et le **salaire à vie** de Bernard Friot pour toute la population, il y a un gigantesque fossé. Mais moins profond tout de même que ce qui sépare le projet politique actuel d'Emmanuel Macron d'une société respectueuse de l'environnement et capable de fournir à tous un travail permettant de vivre dignement.

Conclusion

En offrant un travail digne à chacun, la garantie universelle à l'emploi permet d'éradiquer le chômage et la grande pauvreté, de lutter contre l'insécurité et les problèmes d'intégration, et de réduire les inégalités tout en favorisant l'émancipation des citoyens. Elle favorise l'entrepreneuriat et la transition écologique, réduit le risque de terrorisme et permet une augmentation spectaculaire du bien-être. Elle est féministe, humaniste et progressiste.

Son financement est largement à la portée de tout gouvernement, y compris dans le cadre actuel des traités européens. Son coût annuel est inférieur à celui des mesures prises par Emmanuel Macron depuis son arrivée à l'Élysée, et son fonctionnement générerait des économies spectaculaires du fait de la réduction du nombre de personnes dépendantes des aides sociales et allocations chômage.

Sa mise en application stabiliserait l'économie et favoriserait le secteur privé, entreprises comme salariés.

Largement plébiscité dans les enquêtes d'opinion outre-Atlantique, ce projet constitue une arme politique particulièrement puissante pour toute force progressiste qui osera s'en saisir.

Vous avez apprécié cet article ? Soutenez-nous en le partageant et suivez-nous sur les réseaux sociaux, [Facebook](#) et [Twitter](#).

Pour aller plus loin:

En complément des notes et sources citées plus bas, nous vous invitons à lire les articles suivants:

En français:

- L'article de [Romaric Godin pour Médiapart](#), souvent cité car faisant la synthèse de nombreux travaux d'économistes.
- En accès libre, [l'article du média Le Vent Se lève](#), qui traite en dernière partie de la garantie de l'emploi après avoir fait la critique du revenu universel

En anglais:

- L'éditorial [du Guardian](#) qui développe les arguments pour la garantie universelle de l'emploi au Royaume-Uni « [The time has come for a national job guarantee](#)»
- L'éditorial de Robert Reich, l'ancien ministre du travail de Bill Clinton et professeur à l'université de Berkeley: « [The case for a federal jobs guarantee](#)»
- L'article « [explainer](#) » de Vox, complet et critique, qui contextualise la proposition de Bernie Sanders
- The Nation et Jacobin ont également écrit des articles complémentaires de l'article de Vox, en particulier celui-ci sur les [aspects politiques: Why democrats should embrace job guarantee](#)

Sources et références

1. En additionnant les catégories A, B et C. Soit plus de cinq millions de personnes qui souhaitent travailler mais ne trouvent pas d'emploi.
2. En réalité, la question du financement des retraites semble en suspens. Sachant qu'un chômeur en fin de droits a accès au minimum vieillesse, quel serait le surcoût des cotisations retraite ? Il faudrait probablement comparer le barème de la retraite offerte par 42 annuités de SMIC avec le minimum vieillesse. Cependant, le chiffre avancé par Médiapart semble confirmer notre hypothèse de calcul. Mais pour ce qui est des autres charges, elles reviennent nécessairement dans les caisses de l'État. Par exemple, c'est bien l'Etat qui prend en charge l'assurance maladie des chômeurs, contrairement aux USA..
3. Précisons qu'en réalité, un certain nombre de personnes au chômage refuseraient probablement la garantie d'emploi universelle (ce qui réduit le nombre de bénéficiaires). Coté économie, de nombreuses personnes au RSA perdraient leur RSA puisqu'elles bénéficieraient d'un salaire, et de même certaines prestations sociales seraient réduites du fait d'une amélioration des ressources du ménage ou individu concerné (par exemple, une famille avec un salaire du privé à 1500 euros net par mois et un bénéficiaire du RSA à 400 euros a probablement le droit à plus d'APL, bourse étudiante et autres prestations sociales qu'une famille avec un salaire à 1500 euros et un SMIC à 1173 euros).
4. Le RSA représente à lui seul 10 milliards d'euros, l'estimation de 7 milliards nous

semble donc une fourchette basse puisqu'elle inclut aussi des économies potentielles sur les autres aides sociales sous condition de ressources.

5. C'est la conclusion de l'étude commandée à la commission gouvernementale par Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, et rendue en 2017 :<https://www.latribune.fr/economie/france/le-cice-un-scandale-d-etat-587387.html>
6. Projection des services de Bercy à l'aide des modèles macroéconomiques du logiciel « Mésange », [Médiapart](#)
7. Chiffres donnés par Romaric Godin, [Médiapart](#) : [Et si l'État créait lui même les emplois pour combattre le chômage ?](#)
8. Voir [cet extrait](#) de conférence de l'économiste Pavlina Tcherneva
9. Ce [rapport en PDF](#) des économistes du Levy Economics Institute fait le bilan du plan Jeffes en Argentine
10. Cet [article de Vox](#) fait un rapide bilan du programme mis en place en Inde (en seconde partie de l'article).
11. Cf. 2017, l'enquête de l'INSEE relayée par [le Figaro](#)
12. On citera une fois de plus [l'article de Romaric Godin](#), bien que de nombreuses littératures économiques devraient vous permettre d'arriver à la même conclusion
13. Lire Paul Krugman dans le [New York Times](#), commentant les travaux de Blanchard
14. <https://www.mediapart.fr/journal/economie/240118/competitivite-et-attractivite-les-faux-semblants-de-l-elysee>
15. Cet article de Vox résume bien les zones d'ombre de la garantie de l'emploi: [4 big questions about job guarantee](#)
16. Lire notre article sur le [revenu universel](#)
17. Un revenu universel au smic coûterait 740 milliards par an, contre 77 milliards pour la garantie universelle à l'emploi, pour la simple raison que le premier concerne 52 millions de Français adultes, et le second 5.5 millions.
18. The Nation détaille l'enquête d'opinion en question dans [cet article très complet](#)

[Facebook](#)[Twitter](#)[Google+](#)[Pin It](#)